

Parti/Liste:

Nom:

Prénom:

## Questionnaire sur le service public

### A. Eau

1.	Patrimoine de l'humanité indispensable à la vie, l'eau ne peut en aucun cas subir la mainmise de distributeurs privés.	<input type="checkbox"/> A
	Bien de consommation comme un autre, l'eau doit être distribuée par le secteur privé, conformément aux lois du marché.	<input type="checkbox"/> B
	L'eau peut être distribuée par des privés sous surveillance de l'État.	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas.	<input type="checkbox"/> D
	Commentaire éventuel: <input type="text"/>	

### B. Énergie

2.	Face aux graves problèmes environnementaux (pollution, réchauffement climatique, épuisement des ressources, etc.), l'État doit s'engager plus à fond dans la recherche, la promotion des énergies renouvelables et les économies d'énergie.	<input type="checkbox"/> A
	L'État doit imposer des normes strictes en matière de protection de l'environnement et pourchasser les pollueurs, sans s'engager au-delà de ce rôle de contrôle.	<input type="checkbox"/> B
	Toute intervention de l'État dans ce domaine porterait atteinte à la compétitivité de notre économie; elle est donc hors de question.	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas.	<input type="checkbox"/> D
	Commentaire éventuel: <input type="text"/>	

3.	La distribution de l'électricité devrait être assurée par l'État afin de garantir un accès pour tous aux mêmes conditions.	<input type="checkbox"/> A
	L'électricité peut être distribuée par des privés sous surveillance de l'État.	<input type="checkbox"/> B
	La privatisation totale de la distribution d'électricité ne présente aucun risque, tant au point de vue des coûts que de la qualité.	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas.	<input type="checkbox"/> D
	Commentaire éventuel: <input type="text"/>	

### C. Transports

4.	L'État doit laisser la gestion des transports publics trop coûteux au secteur privé, mieux à même de rentabiliser ce secteur.	<input type="checkbox"/> A
	L'État doit assurer un réseau de transports publics à des tarifs accessibles à tous et avec une couverture régionale étendue.	<input type="checkbox"/> B
	Je ne me prononce pas.	<input type="checkbox"/> C
	Commentaire éventuel: <input type="text"/>	

## D. Assurance maladie

5.	L'assurance maladie de base doit devenir un service public, au même titre que de nombreux autres services sociaux.	<input type="checkbox"/> A
	L'État doit avoir un contrôle plus strict face à certaines dérives du privé.	<input type="checkbox"/> B
	Le privé est tout à fait compétent dans ce domaine et il ne faut surtout pas modifier le système actuel.	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas	<input type="checkbox"/> D
	Commentaire éventuel: <input type="text"/>	

## E. Offices régionaux de placement

6.	La politique de l'emploi est un outil au service du développement économique et les ORP devraient être gérés par le secteur privé.	<input type="checkbox"/> A
	Les ORP ont avant tout un rôle social; il faut les maintenir dans le service public afin de donner un maximum de chances aux chômeurs à la recherche d'un emploi.	<input type="checkbox"/> B
	Je ne me prononce pas.	<input type="checkbox"/> C
	Commentaire éventuel: <input type="text"/>	

## F. Services sociaux

7.	L'État doit laisser la gestion des services sociaux au secteur privé, plus compétent dans la lutte contre les abus.	<input type="checkbox"/> A
	C'est le rôle de l'État de veiller au bien-être de tous et d'éviter l'exclusion.	<input type="checkbox"/> B
	L'État devrait déléguer une partie de ses tâches et confier au secteur privé certains services sociaux.	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas.	<input type="checkbox"/> D
	Commentaire éventuel: <input type="text"/>	

## G. Enseignement

8	Le canton n'a pas les moyens de prendre en charge tous les jeunes en difficulté. La priorité doit être donnée à ceux qui sont ou deviendront des acteurs rentables de l'économie de marché.	<input type="checkbox"/> A
	L'État doit donner la priorité à l'aide aux jeunes en difficulté et investir dans ce domaine des moyens plus élevés.	<input type="checkbox"/> B
	Je ne me prononce pas.	<input type="checkbox"/> C
	Commentaire éventuel: <input type="text"/>	

9.	La formation universitaire est de la responsabilité des collectivités publiques, et la recherche fondamentale n'est pas compatible avec des mandats privés.	<input type="checkbox"/> A
	La formation universitaire est de la responsabilité des collectivités publiques, mais la recherche fondamentale est compatible avec des mandats privés.	<input type="checkbox"/> B
	La formation universitaire doit obligatoirement être liée à l'économie, afin de satisfaire au plus près ses besoins.	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas.	<input type="checkbox"/> D
	Commentaire éventuel: <input type="text"/>	

## Questionnaire "Service public"

---

La votation sur l'uniformisation des systèmes scolaires a ouvert la porte à la subvention des écoles privées par l'État.

10.	L'argent de l'État doit être réservé à l'école publique, parce qu'elle seule garantit la formation de base de <b>tous les enfants</b> .	<input type="checkbox"/> A
	L'école publique et l'école privée doivent être traitées sur pied d'égalité, il est donc normal que l'État participe au financement de l'école privée.	<input type="checkbox"/> B
	Je ne me prononce pas.	<input type="checkbox"/> C
	Commentaire éventuel: <input type="text"/>	

### H. Culture

11.	La culture est un bien collectif; elle doit être largement subventionnée.	<input type="checkbox"/> A
	L'État ne doit subventionner la culture qu'après une sélection rigoureuse.	<input type="checkbox"/> B
	La culture est une affaire strictement privée et l'État n'a pas à s'en mêler.	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas.	<input type="checkbox"/> D
	Commentaire éventuel: <input type="text"/>	

### I. Sécurité

12.	Les tâches de police appartiennent par définition à l'État; elles ne peuvent donc être privatisées.	<input type="checkbox"/> A
	Rien n'interdit de donner un mandat privé pour tout ou partie des tâches de police.	<input type="checkbox"/> B
	Je ne me prononce pas.	<input type="checkbox"/> C
	Commentaire éventuel: <input type="text"/>	

### J. Questions générales

13.	L'externalisation de certaines tâches, comme la sous-traitance du nettoyage des bâtiments de l'État, est normale si cela permet de faire des économies.	<input type="checkbox"/> A
	La sous-traitance est acceptable pour autant que des salaires décentes soient payés au personnel engagé.	<input type="checkbox"/> B
	La sous-traitance ne devrait pas exister.	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas.	<input type="checkbox"/> D
	Commentaire éventuel: <input type="text"/>	

14.	Le service public permet la redistribution des richesses créées par la collectivité pour la collectivité; comme tel, il est un élément essentiel du contrat social démocratique. Il doit être développé et amélioré.	<input type="checkbox"/> A
	Le service public actuel est satisfaisant; il doit rester tel qu'il est.	<input type="checkbox"/> B
	La notion de service public est totalement dépassée dans une logique de marché et de globalisation de l'économie. Le service public devrait être réduit au strict minimum.	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas.	<input type="checkbox"/> D
	Commentaire éventuel: <input type="text"/>	

## Questionnaire "Service public"

---

15.	Connaissez-vous l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), institué par l'Organisation mondiale du commerce (OMC)?		
	oui	<input type="checkbox"/> A	non

**Si vous avez répondu "oui" à la question précédente, pensez-vous que:**

16.	l'AGCS aura une influence positive pour la Suisse et ses habitants, et qu'il faut donc le soutenir, voire accélérer le processus de négociations.	<input type="checkbox"/> A
	l'opacité et le manque d'informations qui entourent les négociations sur l'AGCS ne permettent ni aux citoyens ni aux élus de jouer leur rôle et qu'il est nécessaire de suspendre les négociations jusqu'à ce qu'un débat public ait pu avoir lieu.	<input type="checkbox"/> B
	le principe même de l'AGCS, en ce qui concerne le service public, est inacceptable et doit donc être refusé.	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas.	<input type="checkbox"/> D
Commentaire éventuel: <input type="text"/>		

**\*\*\* Merci du temps que vous avez consacré à répondre à ce questionnaire \*\*\***

Vous pouvez l'imprimer et l'expédier par la poste à:  
ACIDUS - Case postale 62 - 1000 Lausanne 22  
ou l'envoyer à notre adresse courriel: [acidus@acidus.ch](mailto:acidus@acidus.ch)